

Annexe

Certificat de transport d'animaux appartenant à l'espèce cerf (application de l'arrêté de l'Exécutif du 11 juin 1987, fixant les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse dans la Région flamande, article 5, § 4).

Le soussigné (nom) (prénom)
 (qualité)
 résidant à (adresse)
 déclare que (espèce, sexe et type)
 transporté sous le couvert de ce certificat, a été tiré le (date)
 à (commune)
 par (nom et adresse)

Ce certificat est valable les cinq jours qui suivent la date mentionnée ci-après.

A le 19..

(Signature)

A retourner aux frais du bénéficiaire à l'ingénieur principal-chef de service compétent pour la chasse, à

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 11 juin 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement,

J. LENSSENS

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 1093

29 AVRIL 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er, alinéa 3, modifié par les lois des 14 juillet 1951 et 14 février 1961;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment le Titre V, dispositions particulières à la Région wallonne, inséré par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon au 15 juillet 1985;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'ONEM;

Vu l'accord du Ministre du Budget pour la Région wallonne, donné le 14 avril 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que s'il est vrai que le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant, de nombreuses mesures ont été prises et sont encore élaborées pour les chômeurs de moins de 30 ans;

Considérant que d'autres catégories de demandeurs d'emploi doivent par priorité voir aussi augmenter leurs chances de réinsertion dans le monde du travail;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes Moyennes pour la Région wallonne,

Arrête :

Au titre 5 « dispositions particulières à la Région wallonne » de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 est ajoutée une section I intitulée « Intervention dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer ».

Article 1er. L'article 271 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, inséré par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 271. § 1er. L'Office national de l'Emploi accorde une intervention financière dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer engagés par un employeur, en exécution d'une décision du Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions en vertu de l'article 274 du présent arrêté.

§ 2. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1. Rémunération, la rémunération fixée par :

a) une convention collective de travail;
 ou à défaut

b) une convention entre les parties dans le respect de la législation existante (salaire minimum garanti);
 ou à défaut

c) l'usage;

Cette rémunération est majorée des cotisations des employeurs pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale visés à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés.

2. Chômeur difficile à placer :

Catégorie

Groupe 1 :

a) le chômeur complet indemnisé ou le demandeur d'emploi libre inoccupé dont l'aptitude au travail est réduite par suite d'une insuffisance ou d'une diminution soit d'au moins 30 % de sa capacité physique, soit d'au moins 20 % de sa capacité mentale, quel que soit son âge et quelle que soit la durée de son inactivité;

b) le chômeur complet indemnisé ou le demandeur d'emploi libre inoccupé âgé de 50 ans au moins inscrit à l'office national de l'emploi depuis au moins 3 mois.

La condition des 3 mois d'inscription n'est pas requise pour le demandeur d'emploi de plus de 50 ans s'il est victime de cessation d'activité de l'entreprise qui l'occupait.

Groupe 2 :

a) le bénéficiaire d'allocation minimex, inscrit comme demandeur d'emploi depuis au moins 3 mois quel que soit son âge et pour autant que le minimex n'ait pas été accordé suite à une sanction relative à un refus ou un abandon de travail;

b) le chômeur complet indemnisé ou le demandeur d'emploi libre inoccupé âgé de 40 ans au moins et de moins de 50 ans inscrit à l'office de l'emploi depuis au moins 6 mois.

Groupe 3 :

Le chômeur complet indemnisé ou le demandeur d'emploi libre inoccupé âgé de 30 ans au moins et de moins de 40 ans inscrit à l'office de l'emploi depuis au moins 1 an.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté est assimilé au chômeur complet indemnisé le chômeur qui suit une formation professionnelle dans les centres créés et gérés directement par l'Office National de l'Emploi.

Le chômeur difficile à placer doit être domicilié et résider effectivement en Région wallonne.

§ 4. Les journées qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance maladie-invalidité, les périodes d'appel ou de rappel sous les armes, les périodes d'appel ou de rappel sous les armes, les périodes sous statut de service civil ainsi que les périodes de travail temporaire ou saisonnier dont la durée totale n'excède pas 3 mois, suspendent les périodes prévues au § 2, du présent article qui permettent d'accéder au statut de chômeur difficile à placer.

§ 5. Les demandes introduites, conformément à l'article 274 seront examinées trimestriellement par le Ministre régional qui à l'emploi dans ses attributions et suivant l'ordre des catégories définies au § 2, point 2, du présent article.

§ 6. Une entreprise ne peut demander le bénéfice de l'intervention que pour un seul travailleur par an.

Par dérogation à l'alinéa 1er l'entreprise qui engage un travailleur repris dans le groupe 1 peut demander une intervention pour un second travailleur de n'importe quel groupe. »

Art. 2. A l'article 272 du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2, 10, est remplacé par le texte suivant :

« 10. Les entreprises qui n'ont pas de siège d'exploitation en Région wallonne. »

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'intervention financière est accordée moyennant le respect des conditions suivantes :

a) le recrutement du chômeur difficile à placer ne peut être effectué qu'après l'introduction de la demande d'intervention. Le Ministre prend sa décision après l'engagement dudit chômeur;

b) lorsque un chômeur difficile à placer est engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée. L'engagement est conclu pour un travail à temps plein ou à temps partiel égal au minimum à un travail à mi-temps. »

c) lorsque le nombre des travailleurs occupés pendant chacun des quatre trimestres civils qui suivent le trimestre au cours duquel l'engagement a eu lieu, comporte au moins une unité supplémentaire par rapport au nombre moyen des travailleurs occupés pendant chacun des quatre trimestres civils qui précèdent ce trimestre.

Le nombre moyen de travailleurs occupés est égal au nombre total des journées de travail prestées au cours de la période de quatre trimestres civils, divisé par le nombre de journées de travail qui peuvent normalement être prestées par un travailleur au cours de la même période. La différence entre le nombre moyen ainsi obtenu est arrondie, le cas échéant, à l'unité supérieure ou inférieure selon qu'elle atteint ou excède 0,5 unité du personnel ou qu'elle est inférieure à ce montant.

Pour l'application des alinéas b) et c) ci-dessus, chaque travail à temps partiel est pris en considération au prorata du nombre d'heures qu'il comporte par rapport à un travail à temps plein dans l'entreprise.

d) que le premier emploi ou, selon le cas, l'emploi supplémentaire visé au § 1er, 1, du présent article soit maintenu pendant une durée de deux ans à dater de l'engagement. »

Art. 3. L'article 273, § 1er, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'engagement d'un chômeur difficile à placer visé à l'article 271, § 2, 2, groupe 1, a) ce montant est porté à 10 500 francs. »

Art. 4. A l'article 274 du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« A dater de l'introduction de la demande, le comité subrégional de l'emploi compétent à un délai de six semaines pour donner un avis concernant une décision d'intervention. L'avis négatif doit être spécialement motivé. »

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéa 2 et 3;

« Le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions décide de l'octroi de l'intervention. »

3° à l'alinéa 6, les mots : « La convention contient... » sont remplacés par les mots : « La demande contient... ».

Art. 5. Dans l'article 277 du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2, est tenu de restituer l'intervention :

1. l'employeur qui aurait bénéficié d'une intervention en violation des dispositions de la présente section;
2. l'employeur qui commet les actes cités au § 1er, 1., entre le moment de l'introduction de la demande et la fin de la période prévue dans la décision d'intervention.

§ 3. En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'intervention l'employeur ne bénéficie plus de celle-ci que dans la mesure suivante :

$$\text{taux normal d'intervention} \times \frac{\text{durée réelle de l'engagement}}{\text{durée prévue d'intervention (en jours)}}$$

L'employeur pourra cependant bénéficier de l'intégralité de l'intervention s'il engage un autre chômeur difficile à placer, en se conformant aux modalités prescrites par la décision d'octroi d'intervention, dans le délai maximum d'engagement mentionné dans celle-ci. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes Moyennes pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé des Technologies nouvelles, des Affaires générales et du Personnel,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi
et des Classes moyennes pour la Région wallonne,
A. DECLETY

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1093

29. APRIL 1987

Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7, Paragraph 1, Absatz 3, abgeändert durch die Gesetze vom 14. Juli 1951 und vom 14. Februar 1961;

Aufgrund des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und soziale Fürsorge, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit, insbesondere des Titels V, besondere Bestimmungen für die Wallonische Region, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts für die Wallonische Region vom 14. April 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, daß angesichts der besonders besorgniserregenden Jugendarbeitslosigkeit doch zahlreiche Maßnahmen für die Arbeitslosen unter 30 Jahren getroffen worden sind und noch ausgearbeitet werden;

In der Erwägung, daß die Chancen auf Wiedereingliederung ins Erwerbsleben für andere Kategorien von Arbeitssuchenden vorrangig erhöht werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Dem Titel 5 « Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region » des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 wird ein Abschnitt I mit der Überschrift « Beteiligung an dem Lohn der schwer zu vermittelnden Arbeitslosen » hinzugefügt.

Artikel 1. Artikel 271 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 271. § 1er. Das Landesamt für Arbeitsbeschaffung beteiligt sich finanziell an dem Lohn der schwer zu vermittelnden Arbeitslosen, die von einem Arbeitgeber eingestellt werden, und dies in Durchführung eines auf Grund von Artikel 274 des vorliegenden Erlasses gefaßten Beschlusses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts versteht man unter :

1. Lohn : der Lohn, der festgelegt wird durch :

a) einen kollektiven Arbeitsvertrag;

oder in Ermangelung dessen :

b) einen Vertrag zwischen den Parteien unter Beachtung der bestehenden Gesetzgebung (garantierter Mindestlohn);

oder in Ermangelung dessen :

c) die Gepflogenheiten.

Dieser Lohn wird um die Beiträge der Arbeitgeber erhöht für die Gesamtheit der Systeme der sozialen Sicherheit, die in Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer gemeint sind.

2. Schwer zu vermittelnden Arbeitslosen :

Kategorie

Gruppe 1 :

- a) ungeachtet des Alters und der Dauer der Erwerbslosigkeit - den Vollarbeitslosen, der Arbeitslosengeld bezieht, oder den nichtbeschäftigten freien Arbeitssuchenden, dessen Arbeitsfähigkeit infolge einer Unzulänglichkeit oder einer Minderung entweder um mindestens 30 % einer körperlichen Tauglichkeit oder um mindestens 20 % seiner geistigen Fähigkeit verringert ist;
- b) den Vollarbeitslosen, der Arbeitslosengeld bezieht, oder den nichtbeschäftigten freien Arbeitssuchenden, der mindestens 50 Jahre alt ist und seit mindestens 3 Monaten beim Landesamt für Arbeitsbeschaffung eingetragen ist.

Der Arbeitssuchende über 50 Jahre, der wegen der Stilllegung des Betriebs, in dem er beschäftigt war, arbeitslos geworden ist, muß nicht seit 3 Monaten eingetragen sein.

Gruppe 2 :

- a) ungeachtet des Alters, den Bezieher des Existenzminimums, der seit mindestens drei Monaten als Arbeitssuchender eingetragen ist, und zwar sofern das Existenzminimum nicht infolge einer Strafmaßnahme wegen Arbeitsverweigerung oder Verlassen der Arbeit gewährt worden ist.

Gruppe 3 :

Den Vollarbeitslosen, der Arbeitslosengeld bezieht, oder den nichtbeschäftigten freien Arbeitssuchenden, der mindestens 30 Jahre jedoch nicht 40 Jahre alt ist und seit mindestens einem Jahr beim Landesamt für Arbeitsbeschaffung eingetragen ist.

§ 3. Für die Anwendung des Vorliegenden Erlasses wird der Arbeitslose, der an den Berufsausbildungskursen in den vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung geschaffenen und direkt verwalteten Zentren teilnimmt, dem Vollarbeitslosen, der Arbeitslosengeld bezieht, gleichgestellt.

Der schwer zu vermittelnde Arbeitslose muß seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region haben und effektiv dort wohnen.

§ 4. Die Tage, die in Anwendung der gesetzlichen oder ordnungsgemäßen Bestimmungen über die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Vergütung geführt haben, die Einberufungs- oder Wiedereinberufungsperioden, die Zivildienstperioden sowie die Perioden von Zeit- oder Saisonarbeit, die insgesamt nicht 3 Monate überschreiten, unterbrechen die in § 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Perioden, die die Zulassung zur Rechtsstellung des schwer zu vermittelnden Arbeitslosen ermöglichen.

§ 5. Die gemäß Artikel 274 gestellten Anträge werden jedes Quartal vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, bearbeitet, und zwar in der Reihenfolge der in § 2, Punkt 2, des vorliegenden Artikels angegebenen Kategorien.

§ 6. Ein Unternehmen darf die Intervention nur für einen Arbeitnehmer pro Jahr beantragen. In Abweichung von Absatz 1 kann der Betrieb, der einen Arbeitnehmer der Gruppe 1 einstellt, eine Beteiligung für einen zweiten Arbeitnehmer irgendeiner Gruppe beantragen ».

Art. 2. Artikel 272 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985, wird folgendermaßen abgeändert :

1. § 2, Punkt 10, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt :

« 10. die Unternehmen, die keinen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben. »

2. § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 3. Die finanzielle Intervention wird gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind :

- a) die Werbung des schwer zu vermittelnden Arbeitslosen darf erst nach Einreichung des Antrags auf Intervention erfolgen. Der Minister faßt seinen Beschluß nach der Einstellung des besagten Arbeitslosen.
- b) wenn ein schwer zu vermittelnder Arbeitsloser unter einem unbefristeten Arbeitsvertrag eingestellt wird. Der Einstellungsvertrag wird für eine Vollzeitbeschäftigung oder eine Teilzeitbeschäftigung, die mindestens einer Halbzzeitbeschäftigung entspricht, abgeschlossen.
- c) wenn die Anzahl der Arbeitnehmer, die während jedes der vier Kalenderquartale beschäftigt sind, die dem Quartal folgen, in dem die Einstellung erfolgt ist, mindestens eine zusätzliche Einheit beträgt im Verhältnis zu der durchschnittlichen Anzahl Arbeitnehmer, die während jedes der vier Kalenderquartale, die demjenigen der Einstellung vorausgehen, beschäftigt waren.

Die durchschnittliche Anzahl beschäftigter Arbeitnehmer entspricht der Gesamtzahl der Arbeitstage, die während des Zeitraumes von vier Kalenderquartalen geleistet worden sind, geteilt durch die Anzahl Arbeitstage, die normalerweise von einem Arbeitnehmer während des gleichen Zeitraums geleistet werden können. Die so erhaltene durchschnittliche Anzahl wird gegebenenfalls abgerundet, und zwar nach oben, wenn die Dezimale der Anzahl Arbeitskräfte 5 erreicht oder überschreitet, und nach unten, wenn sie 5 nicht erreicht.

Für die Anwendung der oben angeführten Absätze a) und b) wird jede Teilzeitbeschäftigung entsprechend der Anzahl Stunden, die sie im Verhältnis zu einer Vollzeitbeschäftigung im Unternehmen beträgt, berücksichtigt.

d) der erste Arbeitsplatz oder gegebenenfalls der in § 1, Punkt 1, des vorliegenden Artikels gemeinte zusätzliche Arbeitsplatz muß während einer Dauer von zwei Jahren ab der Einstellung erhalten bleiben.

Art. 3. Artikel 273, § 1, Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985, wird durch folgenden Absatz ersetzt :

« Bei der Einstellung eines in Artikel 271, § 2, Punkt 2, Gruppe 1, Lit a) gemeinten schwer zu vermittelnden Arbeitslosen beträgt diese Intervention 10 500 BF ».

Art. 4. Artikel 274 desselben Erlasses, eingefügt den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985, wird folgendermaßen abgeändert :

1. Absatz 2 wird durch den folgenden Absatz ersetzt :

« Ab der Einreichung des Antrags verfügt der zuständige subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung über eine Frist von sechs Wochen, um ein Gutachten über einen Interventionsbeschluß abzugeben. Das negative Gutachten wird speziell begründet. »

2. Folgender Absatz wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt :

« Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, entscheidet über die Gewährung der Intervention. »

3. In Absatz 6 werden die Wörter « Das Abkommen enthält... » durch die Wörter « Der Antrag enthält... » ersetzt.

Art. 5. In Artikel 277 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985, werden die §§ 1 und 2 durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« § 2. Ist verpflichtet, die Intervention zurückzuerstatten :

1. der Arbeitgeber, der eine Intervention in Übertretung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts erhalten hätte;

2. der Arbeitgeber, der die § 1*Punkt 1 genannten Taten zwischen der Einreichung des Antrags und dem Ende der im Interventionsbeschluß vorgesehenen Periode verübt.

§ 3. Bei einer Kündigung des Arbeitsvertrags während der Periode der Intervention erhält der Arbeitgeber die Intervention nur in folgendem Maße :

$$\text{Interventionssatz} \times \frac{\text{tatsächliche Dauer des Arbeitsverhältnisses}}{\text{vorgesehene Interventionsdauer (in Tagen)}}$$

Der Arbeitgeber kann jedoch die ganze Intervention erhalten, wenn er einen anderen schwer zu vermittelnden Arbeitslosen einstellt gemäß den Modalitäten, die im Beschluß zur Gewährung der Intervention vorgesehen sind, und binnen der darin angegebenen äußersten Einstellungsfrist. »

Art. 6. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 20. april 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wirtschaft,
der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

A. DECLETY

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1093

29 APRIL 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, 3e lid, gewijzigd door de wetten van 14 juli 1951 en 14 februari 1961;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op Titel V, bepalingen eigen aan het Waalse Gewest, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op de instemming van de Minister voor Begroting voor het Waalse Gewest gegeven op 14 april 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat, zoveel het zeker is dat de jeugdwerkloosheid bijzonder bezorgend is, talrijke maatregelen genomen werden en nog voorbereid worden voor de werklozen van minder dan dertig jaar;

Overwegende dat andere categorieën van werkzoekenden bij voorrang hun kansen tot heropnemning in de arbeidswereld ook moeten zien vermeerderen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,

Besluit :

In titel 5 « bepalingen eigen aan het Waalse Gewest » van het koninklijk besluit van 20 december 1963 wordt een afdeling betiteld « Tegemoetkoming in het loon van de moeilijk te plaatsen werklozen » ingevoegd ».

Artikel 1. Artikel 271 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 271. § 1. Een financiële tegemoetkoming in het loon van de moeilijk te plaatsen werklozen die door een werkgever tewerkgesteld zijn ter uitvoering van een beslissing van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, wordt overeenkomstig artikel 274 van dit besluit door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening toegekend.

§ 2. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1. Loon, het loon vastgesteld door :

a) een collectieve arbeidsovereenkomst;
of bij gebreke hiervan :

b) een overeenkomst tussen de partijen met inachtneming van de bestaande wetgeving (het gewaarborgd minimummaandloon);
of bij gebreke hiervan :

c) door het gebruik.

Dit loon wordt vermeerderd met de werkgeverbijdragen voor alle regelingen inzake sociale zekerheid bedoeld in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der loonarbeiders.

2. Moeilijk te plaatsen werkloze :

Categorie

Groep 1 :

- a) de volledig uitkeringsgerechtigd werkloze of de vrije en werkloze werkzoekende wiens arbeidsgeschiktheid verminderd is wegens een ontoereikendheid ten minste 30 pct. van zijn lichamelijke geschiktheid of ten minste 20 pct. van zijn geestelijke geschiktheid ongeacht zijn ouderdom en de duur van zijn werkloosheid;
- b) de volledig uitkeringsgerechtigd werkloze of de als werkzoekende van ten minste vijftig jaar bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening sinds ten minste drie maanden ingeschreven vrije werkloze.

De voorwaarde van de drie maanden inschrijving is niet geëist voor de werkzoekende van meer dan vijftig jaar indien hij slachtoffer is van de stopzetting van de activiteiten van de onderneming waar hij in dienst was.

Groep 2 :

- a) de minimum uitkeringsgerechtigde, ingeschreven als werkzoekende sinds ten minste drie maanden ongeacht zijn ouderdom voor zover de minimum uitkering niet toegekend werd bij gevolg van een sanctie betreffende een werkweigering of werkverlating;
- b) de volledig uitkeringsgerechtigd werkloze of de als werkzoekende van ten minste veertig jaar en minder dan vijftig jaar bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening sinds ten minste zes maanden ingeschreven vrije werkloze.

Groep 3 :

De volledig uitkeringsgerechtigd werkloze of de als werkzoekende van ten minste dertig jaar en minder dan veertig jaar bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening sinds ten minste een jaar ingeschreven vrije werkloze.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt als volledig uitkeringsgerechtigd werkloze beschouwd, de werkloze volgende een beroepsopleiding in de door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening opgerichte en rechtstreeks beheerde centra.

De moeilijk te plaatsen werkloze moet zijn woonplaats in het Waalse Gewest hebben en er werkelijk verblijven.

§ 4. De dagen welke aanleiding hebben gegeven tot betaling van een uitkering bij toepassing van de wets- en reglementsbepalingen inzake ziekte, en invaliditeitsverzekeringen, de perioden van onder de wapens oproep of wederoproep, de perioden van burgerlijke dienst evenals de perioden van tijdelijk of seizoenwerk waarvan de gehele duur drie maanden niet overschrijdt schorsen de in § 2 van dit artikel bedoelde perioden welke toelaten tot het bekomen van het statuut van moeilijk te plaatsen werkloze.

§ 5. De overeenkomstig artikel 274 ingediende aanvragen zullen driemaandelijks door de Gewestelijke Minister tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort en volgens de orde van de in § 2, 2 van dit artikel bedoelde categoriën onderzocht worden.

§ 6. Een onderneming kan slechts recht hebben op de tegemoetkoming voor één enkele arbeider per jaar.

In afwijking van lid 1 mag het bedrijf welk een in groep 1 opgenomen arbeider tewerkstelt een tegemoetkoming voor een tweede arbeider van welke groep ook aanvragen.

Art. 2. In artikel 272 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985, worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° § 2, 10, wordt door de volgende tekst vervangen :

« 10. De ondernemingen die geen exploitatiezetel in Wallonië hebben. »

2° § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De financiële tegemoetkoming wordt toegekend mits inachtneming van de volgende voorwaarden :

a) de aanwerving van de moeilijk te plaatsen werkloze mag gebeuren na de indiening van de tegemoetkomingaanvraag. De Minister beslist na de aanwerving van deze werkloze;

b) wanneer een moeilijk te plaatsen werkloze via een kontrakt van onbepaalde duur is tewerkgesteld. De tewerkstelling kan voor een voltijdse of een deeltijdse arbeid gesloten worden.

c) wanneer het aantal arbeiders tewerkgesteld gedurende ieder van de vier kalenderkwartalen na het kwartaal wanneer zij tewerk zijn gesteld ten minste één eenheid meer bedraagt dan het gemiddelde aantal werknemers die gedurende ieder van de vier kalenderkwartalen vóór dat kwartaal zijn tewerkgesteld.

Het gemiddelde aantal tewerkgestelde arbeiders is gelijk aan het totale aantal arbeidsdagen gepresteerd over een periode van vier kalenderkwartalen, gedeeld door het aantal arbeidsdagen die door een arbeider tijdens dezelfde periode normaal kunnen verricht worden. Het verschil tussen dat gemiddelde aantal wordt in voorkomende geval op de bovenste of onderste eenheid afgerond naar gelang het 0,5 eenheid van personeel bereikt of overschrijdt of onder dat bedrag ligt.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde leden b) en c) komt elke voltijdse arbeid in aanmerking naar rato van het aantal uren die zij ten aanzien van een voltijdse arbeid in de onderneming omvat.

d) dat de eerste betrekking of, naar gelang van het geval, de in § 1, 1 van dit artikel bedoelde supplementaire betrekking gedurende twee jaar vanaf de tewerkstellingsdatum gehandhaafd blijft.

Art. 3. Artikel 273, § 1, 2e lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985, wordt door het volgende lid vervangen :

« In geval van een in artikel 271, § 2, 2, groep 1, a) bedoelde moeilijk te plaatsen werkloze wordt dit bedrag op 10 500 frank gebracht. »

Art. 4. In artikel 274 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985, worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° het 2e lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Vanaf de indiening van de aanvraag beschikt het bevoegde subregionale Comité voor tewerkstelling over een termijn van zes weken om een advies betreffende een beslissing van tegemoetkoming te geven. Het negatief advies moet bijzonder met redenen omkleed zijn. »

2° het volgend lid wordt tussen het 2e en 3e lid ingevoegd :

« De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort beslist over de toekenning van de tegemoetkoming. »

3° in het 6e lid worden de woorden « De overeenkomst bevat ... » vervangen door de woorden « De aanvraag bevat ... ».

Art. 5. In artikel 277 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985, wordt het tweede en derde paragraaf vervangen door volgende bepalingen :

* § 2. Moet de tegemoetkoming terugbetalen :

1. de werkgever met wie een overeenkomst in strijd met de bepalingen van deze afdeling zou gesloten zijn;
2. de werkgever die de in § 1, 1 bedoelde handelingen pleegt tussen het ogenblik van de indieningsaanvraag en het einde van de in de tegemoetkomingsbeslissing bedoelde periode.

§ 3. Bij verbreking van de arbeidsovereenkomst tijdens de tegemoetkomingsperiode geniet de werkgever ervan alleen volgenderwijze :

normaal bedrag van de tegemoetkoming \times $\frac{\text{werkelijke duur van tewerkstelling}}{\text{door de tegemoetkoming bepaalde duur (in dagen)}}$

Nochtans zal de werkgever van de volle tegemoetkoming genieten indien hij een andere moeilijk te plaatsen werkloze tewerkstelt mits hij de door de beslissing van de tegemoetkomingstoekenning voorgeschreven modaliteiten in acht neemt binnen de door deze beslissing vermelde maximum-tewerkstellingstermijn. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de nieuwe Technologiën, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,
A. DECLÉTY

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Démission

Par arrêté royal du 21 janvier 1987, démission est accordée, à la date du 30 juin 1987, à Mlle De Grootte, Janine, directeur à l'Administration centrale.

Elle est admise à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 15 juin 1987 :

— M. Vanmaele, Y., juge au tribunal de première instance de Furnes, est désigné aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 23 juin 1987;

— Mme Leysen, E., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 23 juin 1987.

Par arrêtés royaux du 10 juin 1987 :

Sont nommés juge consulaire au tribunal de commerce :

d'Anvers :

— pour un terme prenant cours le 23 juin 1987 et expirant le 31 octobre 1987 :

MM. :

- Aertssen, Marcel, domicilié à Stabroek;
- De Greef, Henri, domicilié à Mortsel;
- Govaert, Luc, domicilié à Kapellen;
- Maes, Theopiel, domicilié à Knokke-Heist;
- pour un terme prenant cours le 23 juin 1987 et expirant le 3 mars 1990, M. Rogiest, Jozef, domicilié à Anvers;
- pour un terme prenant cours le 23 juin 1987 et expirant le 14 juin 1990, M. Van Thillo, Herman, domicilié à Anvers;

de Malines :

— pour un terme prenant cours le 23 juin 1987 et expirant le 31 octobre 1987, M. Pauwels, Victor, domicilié à Malines;

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1987 wordt, op datum van 30 juni 1987, ontslag uit haar functies verleend aan Mej. De Grootte, Janine, directeur bij het Hoofdbestuur.

Het is haar vergund haar pensioenaanspraak te doen gelden en zij is ertoe gemachtigd de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 15 juni 1987 :

— is de heer Vanmaele, Y., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, aangewezen tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 23 juni 1987;

— is Mevr. Leysen, E., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 23 juni 1987.

Bij koninklijke besluiten van 10 juni 1987 :

Zijn benoemd tot rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel :

te Antwerpen :

— voor een termijn met ingang van 23 juni 1987 en eindigend op 31 oktober 1987 :

de heren :

- Aertssen, Marcel, wonende te Stabroek;
 - De Greef, Henri, wonende te Mortsel;
 - Govaert, Luc, wonende te Kapellen;
 - Maes, Theopiel, wonende te Knokke-Heist;
 - voor een termijn met ingang van 23 juni 1987 en eindigend op 3 maart 1990, de heer Rogiest, Jozef, wonende te Antwerpen;
 - voor een termijn met ingang van 23 juni 1987 en eindigend op 14 juni 1990, de heer Van Thillo, Herman, wonende te Antwerpen;
- te Mechelen :
- voor een termijn met ingang van 23 juni 1987 en eindigend op 31 oktober 1987, de heer Pauwels, Victor, wonende te Mechelen;